

Parler plus fort

La 5ème réunion du Groupe Consultatif, à Tokyo, est un grand succès pour le gouvernement et pour le Cambodge. La preuve que la communauté internationale confirme et augmente sa confiance.

Il y a là un signal fort en direction de l'opinion internationale, et en direction des investisseurs étrangers en particulier : ils voient que les efforts des bailleurs de fonds pour améliorer les infrastructures du Cambodge seront poursuivis; ils voient que les réformes de la machine gouvernementale ne sont pas abandonnées, mais au contraire qu'elles vont être appuyées, et si possible accélérées.

L'interprétation de ce 5ème CG est clairement : le Cambodge a réalisé des progrès substantiels, il est sur la bonne voie, les bailleurs de fonds internationaux et les plus grands pays donateurs ont confiance et le prouvent en augmentant leur aide.

Certains esprits chagrins auraient voulu davantage. Ils estiment que le secteur privé n'a pas été suffisamment entendu.

C'est ignorer que ce phénomène est habituel : ni le gouvernement, ni les bailleurs de fonds ne sont familiarisés avec le secteur privé; leur activité c'est un laborieux dialogue entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent. Le monde des entreprises, celui où l'on produit, où l'on tâche de gagner de l'argent avec un savoir-faire particulier, où l'on crée des emplois et de la richesse, leur est très largement étranger.

Il faut souligner au contraire que pour la première fois le secteur privé a été officiellement représenté au CG, a pu s'exprimer, soulignant par exemple les anomalies des passations de marché.

Il appartient au secteur privé de se faire entendre davantage, notamment dans les groupes de travail créés pour cela. C.n.

Les bailleurs de fonds à Tokyo, 12 - 13 juin :

“Nous donnons plus, mais nous voulons plus”

Cette cinquième réunion du Groupe Consultatif a été incontestablement un grand succès pour le gouvernement du Cambodge. Il avait demandé 500 millions de dollars, les bailleurs de fonds lui en ont promis 560.

A ce succès "comptable" s'ajoute un grand soulagement : cette aide n'est pas conditionnelle. Elle ne risque pas d'être soudain interrompue si tel résultat précis n'a pas été atteint dans les délais convenus. Les demandes de l'opposition - que cette aide soit liée à des progrès précis dans les domaines notamment de l'exploitation illégale des forêts, de la corruption, du jugement des khmers rouges, de la préparation des élections communales - n'ont pas été retenues.

Reste cependant une conditionnalité générale : si les bailleurs de fonds avaient le sentiment que le gouvernement cambodgien abandonne les réformes, ou s'il s'écartait de la démocratie, des droits de l'Homme, de la liberté, ... ils pourraient réviser leurs attitudes. C'est ce qu'exprime par exemple l'ambassadeur du Japon (*cn 125 et ce n° p. 5*).

**Favoriser
la marche en avant**

On peut estimer que l'idée des bailleurs de fonds a été

en premier lieu de **favoriser la marche en avant**. Les bailleurs de fonds sont bien conscients des faiblesses dans la gouvernance; certains dossiers, ceux-là même que l'opposition relève régulièrement, les irritent clairement. Mais ils estiment que la meilleure façon de corriger ces faiblesses, c'est d'aider le gouvernement à le faire, c'est de lui donner davantage de moyens. En somme lorsque le gouvernement affirme sa volonté d'aller dans le bon sens, celui de la bonne gouvernance, on le croit.

Cette crédibilité repose d'une part sur des réalisations contrôlables : bons résultats macro-économiques, croissance de 5 % en 2000; renforcement de la direction gouvernementale, réforme bancaire, partenariat avec les ONG et le secteur privé, ...

**615 millions de dollars
promis au Cambodge
(en y comprenant les 55 mio des
ONG), 60 millions de plus que
la demande du gouvernement,
c'est une marque de
confiance appuyée
plutôt qu'un total satisfecit.**

... et d'autre part sur des appréciations subjectives : les bailleurs estiment le gouvernement sincère dans sa volonté de bien faire, et ils l'en croient capable. Cette seconde partie était délicate, incertaine. C'est le mérite du Premier ministre et des responsables d'avoir su convaincre.

Donner confiance

L'idée des bailleurs de fonds est aussi qu'il faut avant tout **donner confiance aux responsables cambodgiens**. Plutôt que sanctionner les faiblesses, il faut récompenser l'effort et le succès. Plutôt que des relations de maître à exécutant, considérer le gouvernement cambodgien comme un partenaire, et les progrès comme un objectif commun. La confiance marquée des bailleurs de fonds va contribuer aussi à **améliorer l'image du Cambodge auprès des investisseurs**, qui ont besoin d'être rassurés.

Demander plus

On est conscient, côté bailleurs, que le gouvernement a moins de 3 ans, et qu'il manque de ressources humaines. Ce qu'on lui demande est énorme au regard de ses moyens. Les bailleurs de fonds reconnaissent qu'ils sont peut-être trop exigeants, trop pressés, qu'ils doivent eux-mêmes se concerter mieux, se réorganiser, et faire des demandes plus atteignables. Les réformes demandées - administrative, fiscale, foncière, démobilité, procès, etc ... - même les pays développés auraient beaucoup de mal à les réaliser. Parmi toutes ces réformes prioritaires on pourrait en sélectionner

Sommaire

CG de Tokyo pp. 1 - 2

Assistance quels effets ? p. 2

Commerce extérieur

Douanes

p. 3 - 7

Japon : 11 années d'assistance

Pourquoi les inondations de 2000 ?

Médias

pp. 4 - 5

pp. 6 - 7

p. 8

TOKYO (suite de la page 1)

Sélectionner de "super-prioritaires" sur lesquelles on concentrera les efforts. Quelles seraient ces réformes super-prioritaires ? Cela reste à déterminer d'un commun accord.

Irritations

Il n'en reste pas moins que les bailleurs n'ont pas donné au cambodge un total satisfecit. Certains dossiers les irritent, par exemple : **la justice, la fiscalité, la gestion des secteurs sociaux, la corruption dans l'administration, la gestion des biens de l'Etat, les appels d'offres, les droits de l'Homme, le procès des khmers rouges, les**

coupes forestières illégales, ...

Selon le représentant de la Banque Mondiale au Cambodge B. Mbida Essama, ces dossiers ont fait l'objet d'entretiens très francs avec les responsables cambodgiens. Par exemple pour la première fois le responsable de *Global Witness* a rencontré longuement le Premier ministre au sujet des coupes de bois illégales.

Autre exemple : il a été rappelé que pour combattre la corruption le gouvernement doit mettre en place un Bureau national d'Audit, une sorte de Cour des Comptes, qui contrôlera toutes les opérations importantes ...

Devant ces résultats "trop beaux", certains craignent que les froncements de sourcils des bailleurs de fonds ne soient que de pure forme, et que la réunion de Tokyo soit pratiquement un blanc-seing, une approbation générale, un encouragement à continuer dans les erreurs du passé ... c.n.

Points remarquables

- Une certaine diminution de l'assistance du Japon, peut-être due à ses propres difficultés financières. Le Japon n'en reste pas moins le premier pays donateur (ce n° pp. 4-5).
- Augmentation des engagements des Etats-Unis et de la Corée du Sud (financement de la RN2 ?)
- La Banque Mondiale s'est engagée pour 75 mio de dollars, la "seconde tranche" de son crédit (cn 156) est donc égale à la première, ce qui confirme la confiance générale.
- Le financement de la dé-

mobilisation, 30 000 soldats en 2 ans est assuré.

- Mais pas celui des élections communales.

- Participation de plein droit (et non comme simple observateurs) de 2 représentants des ONG et de 2 représentants du secteur privé. La présence de représentants du secteur privé a permis d'exposer une faiblesse déjà repérée mais insuffisamment soulignée jusqu'ici : **le code de passation des marchés ("procurement guidelines"), qui existe depuis 1995, n'est pas ou insuffisamment appliqué.**

Le gouvernement devra ...

- fixer un calendrier et des critères pour l'application du Plan d'Action pour une bonne Gouvernance;
- réaliser la réforme législative et judiciaire;
- Créer le Bureau national d'Audit prévu;
- Réforme administrative, y compris la décentralisation;
- assurer des élections libres et équitables;
- adopter la loi sur le procès des khmers rouges et créer le tribunal;
- Éliminer l'impunité, as-

sur le respect des droits de l'Homme;

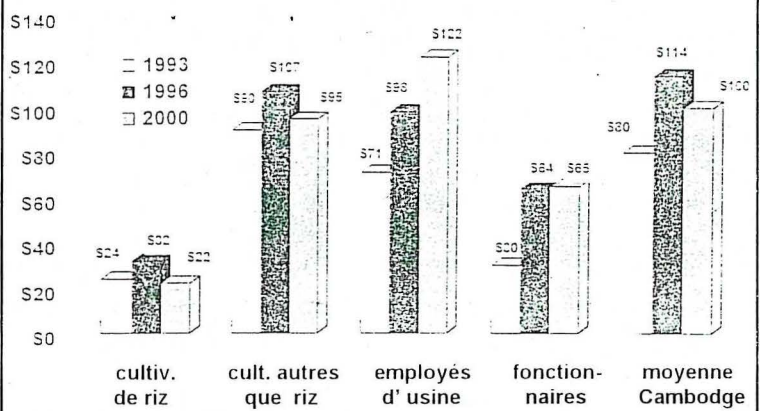
- Améliorer les recettes de l'Etat;
- Créer le cadre nécessaire au commerce, aux investissements et au développement du secteur privé;
- Favoriser davantage les secteurs sociaux (montant des dépenses, efficacité);
- Accélérer la démobilisation, ce qui permettra de réorienter les dépenses vers les secteurs sociaux et économiques.

(d'après Communiqué de la Banque Mondiale 13.6)

Après plus de 10 ans d'assistance, on peut se demander quel a été l'effet de l'assistance internationale sur le niveau de vie de la population. Selon une étude du CDR1, ce niveau de vile PNB par habitant, après une **amélioration de 1993 à 1996**, passant de 200 dollars par an en moyenne à 292, aurait **diminué ensuite** (251 en 1998), et après un creux de 5 ans, ne dépasserait le niveau de 1996 qu'en 2002 avec 302 dollars en moyenne. **En 2001, il serait de 285** (266 selon une étude du PNUD). La progression devrait se poursuivre, le PNB par habitant selon cette étude serait de **381 en 2005**. Mêmes évolution passée pour le revenu par catégories socio-professionnelles : les plus mal situés sont les plus nombreux : les producteurs de riz. Les

employés d'usine sont les mieux situés (interview Ngo Hongly cn 156).

Évolution des revenus mensuels 1993, 1996, 2000 ménages avec deux parents et 3 enfants



A PROPOS ...

Procès

La loi sur le procès des khmers rouges sera amendée avant la fin du mois d'août, et si l'on ne vient rien perturber le procès pourra commencer avant la fin de l'année, a déclaré le premier ministre à l'issue de la réunion de Tokyo.

Financement des communales ?

Les promesses faites à Tokyo

couvrent le coût de la démobilisation, mais pas encore ceux des élections communales de février 2002. L'Australie a promis 600 000 dollars, le PNUD 300 000, le gouvernement contribuera pour 100 000 dollars, ... L'apport de la Communauté européenne doit être "large" sans atteindre les 5 millions de dollars donnés pour les législatives de 1998.

Le coût total des élections, d'abord estimé à 24 millions de dollars, a été revu à la baisse.

Digue de Kop Srov

Concernant la lutte contre les inondations à Phnom Penh, il convient de souligner que des travaux importants sont en cours dans la partie centrale de la digue de Kop Srov qui protège l'agglomération au nord-ouest (cn 156, carte p. 10). Des moyens lourds sont employés pour doubler sa largeur (elle deviendra la rocade de contournement de l'agglomération); elle atteint jusqu'à 9 m de haut.

RN 6A

Le pont 26 sur la RN 6A, le premier des quatre que le Japon reconstruit, pour les mettre en condition de résister aux plus fortes inondations, a été inauguré le 19 juin.

Conférence interdite

Une conférence sur les frontières, organisée par le Comité des Frontières (siège à Paris), prévue pour le 20 juin, a été interdite pour avoir annoncé faussement la présence de Hun Sen.

Commerce extérieur, Douanes

Il est vrai que les exportations ont diminué au premier trimestre, reconnaît la Direction des Douanes. Mais c'est une baisse saisonnière, qui se produit chaque année. Comparées à celles du premier trimestre 2000, les exportations du début de l'année sont en nette augmentation.

Exportations

(en milliards de riels)

	2000	2001
Janvier	391,6	446,9
Février	175,7	383,7
Mars	249,0	378,3
Avril	235,5	254,4
Mai	340,0	426,6

- 90 % des exportations sont des produits de Confection;
- le pic se situe en juin : 471,4 mia de riels en juin 2000.
- on peut estimer à 20 % les exportations "invisibles".

Les recettes

Les recettes perçues par la douane, y compris la TVA, représentent 80 % des recettes fiscales de l'Etat. C'est un taux énorme; il est par exemple de 32 % au Laos.

Ces recettes augmentent. On est passé d'environ 40 milliards de riels par mois en 1998 à 72 : presque un doublement. C'est l'effet de la réforme douanière (création d'une liste des valeurs, appliquée sans négocia-

tions depuis 1999, simplification des procédures, ...), et l'effet d'une diminution de la fraude.

Pour les produits pétroliers par exemple, qui représentent 30 à 35 % des recettes totales, soit un tiers, les recettes ont augmenté de 20 %.

Les recettes, pour les premiers tri-

Recettes premiers trimestres

(Milliards de riels)

	1998	1999	2000	2001
CD	87,2	99,0	94,5	92,2
ST	14,0	17,9	25,5	25,4
TVA	21,7	77,0	77,6	81,0
TE	0,5	2,8	3,4	3,0
Autres	3,7	4,8	2,0	6,1
Total	127,7	201,4	202,2	207,8

CD : droits de douane - ST : taxe spéciale - TVA - TE : taxe sur les exportations.

Sur la base 1998 : 100%, on a 1999 = 158%; 2000 = 159%; 2001 = 168%.

mestres successifs, ont évolué ainsi :

Par années, les recettes collectées par les douanes ont évolué ainsi, en milliards de riels :

1997	486,1
1998	531,8
1999	812,6
2000	815,6

Répartition des recettes en 2000

(mia de riels)

Droits douane (hors pétrole)	205,8
Droits sur prod.pétroliers	162,5
Droits d'accise	95,4
Taxe sur la consommation	-
TVA	
pétrole	91,5
non-pétrole	232,4
Taxe à l'export	15,8
Autres	12,0
Total	815,6

Le problème des exemptions

Les exemptions sont énormes, bien plus importantes que les recettes. Au premier trimestre 2001 elles ont atteint 215 milliards de riels. En avril et mai, elles ont augmenté de près de 100 milliards. Sur cette somme, environ 80 %, ont été accordés aux investisseurs (surtout Confection), basé sur la loi sur les investissements.

L'évolution des exemptions en faveur des investisseurs (Confection et autres) est rapide. Pour le premier trimestre :

1999	117 mia de riels
2000	130
2001	164

Pour près de 80 % les exemptions sont accordées par le CDC en fonction de la loi sur les investissements. Pour 20 % elles sont accordées par le ministère de l'Economie et des Finances.

(suite p. 7)

Les Douanes cambodgiennes ont cinquante ans

LES DOUANES comptent 1075 personnes, dont 199 au centre, bd. Norodom, 159 dans les centres de dédouanement et 717 en province (Sihanoukville, ...).

Le 29 juin va être une date très importante :

- c'est la cérémonie officielle pour l'entrée du Cambodge dans l'Organisation mondiale des douanes;
- c'est le cinquantième anniversaire de la naissance des Douanes cambodgiennes (séparation avec les douanes indochinoises);
- c'est l'inauguration de nos nouveaux bâtiments. Les travaux, 400 000 dollars, sont financés avec la prime que les douanes ont mérité pour bons résultats.

FORMATION

Ces nouveaux bâtiments vont comprendre une Ecole des douanes et un centre

de Formation.

La formation n'est plus attribuée par tirage au sort comme précédemment. Il y a maintenant un concours. Depuis 2000, la formation comporte 3 niveaux :

- *initiale*, pour les nouveaux douaniers;
- *perfectionnement* : une fois par an, un stage est obligatoire pour tout le personnel. Il y a déjà eu 6 cours, auxquels 300 chefs ont participé;
- *Formation technique* dans des domaines spécifiques : évaluation, contrôle des marchandises, etc ...

TROIS MISSIONS

Les douanes ont trois missions :

- *augmenter les recettes de l'Etat* : elles augmentent; mais l'objectif fixé pour 2001, 935 milliards de riels, soit environ 15 % de plus qu'en 2000, semble très difficile à atteindre, compte tenu de la faiblesse du pouvoir d'achat, qui même diminué hors de Phnom Penh. Les gens

dépendent moins en carburant, consomment moins ce qui réduit les importations, etc ... Les recettes douanières, qui sont 80 % des recettes fiscales, augmenteront, mais peut-être pas de 15 %.

- *lutter contre la fraude* : cette lutte est efficace, la preuve c'est la nette augmentation des recettes. Le travail des douaniers devient plus difficile, les fraudes sont plus complexes. Il y a fabrication de faux CO à l'étranger et au Cambodge. Avec peu d'armes légères, les douaniers ne peuvent pas arrêter des contrebandiers bien armés, il faut faire appel à la police militaire. Contre la fraude, les douanes ne peuvent pas lutter seules. Certains fraudeurs sont protégés par des gens qui ont de l'argent, des appuis puissants, ...

- *faciliter les échanges* : nous avons simplifié les procédures; nous réalisons les PSI, nous faisons appel à SGS; nous publions des statistiques, ... Il faut absolument reconstruire les routes nationales, dit-on à la direction des Douanes.

JAPON 11 ans d'assistance au Cambodge

Stratégie, priorités et mécanismes de l'aide japonaise

Pour le Japon, qui a renoncé pour toujours à faire la guerre, utiliser le mieux possible sa puissance économique est la plus importante et la meilleure façon de contribuer à la paix dans le monde. C'est ainsi que notre ODA, *Official Development Assistance*, qui désigne l'aide économique que le gouvernement japonais apporte aux pays en développement, est devenu un élément central de notre diplomatie.

Nous considérons que cette ODA contribue au développement social et économique du pays assisté. Le développement social et économique améliore la stabilité du pays, et cette stabilité contribue à son tour au développement, à une "bonne gouvernance" et conduit à un environnement international pacifique. L'ODA, qui a commencé il y a plus de 50 ans, a pris de l'ampleur. Elle s'est maintenue dans les années 90 malgré de sévères épreuves économiques est devenue un instrument très efficace de notre diplomatie. Pendant les 10 dernières années, l'aide japonaise est restée la plus importante dans le monde. En 1998 elle atteignait 10,64 milliards de dollars, celle des Etats-Unis, la seconde en importance 8,13 milliards.

Pourquoi l'assistance japonaise au Cambodge

C'est une politique du Japon bien établie que d'aider au développement économique des pays de l'ASEAN, pour favoriser la paix et la stabilité dans la région. Maintenant, le Cambodge est le 10ème pays de l'ASEAN, il lui faut rattraper les autres en termes de développement économique, c'est pourquoi le Cambodge

est pour l'assistance japonaise un pays prioritaire.

Joue aussi le fait que les relations entre le Japon et le Cambodge ont été bonnes au cours des siècles. Les Japonais apprécient la modération du caractère de cette nation bouddhiste; Et les Japonais éprouvent un grand respect pour l'héritage culturel khmer, comme le montre bien la coopération continue que le Japon a apporté au Cambodge dans ce domaine depuis l'époque de l'UNTAC.

Priorités de l'aide au Cambodge

Les nombreuses études sur les besoins du Cambodge que nous avons menées depuis 1991 et les consultations avec nos partenaires cambodgiens nous ont amené à définir quatre domaines prioritaires :

- infrastructures économiques et sociales;
- secteur social, santé et éducation;
- agriculture et développement rural;
- développement des ressources humaines.

Dans notre esprit, toutes les opérations contribuent à diminuer la pauvreté : construire un pont, une route, facilite la circulation, active l'économie, augmente la production et les échanges, crée des emplois ...

L'assistance du Japon ne s'arrête pas à ces domaines prioritaires, elle couvre pratiquement tous les domaines : assistance au déminage, aide d'urgence aux victimes des inondations, contribution au code civil, etc ...

Mécanismes et méthodes

En plus de quatre décennies d'assistance, le Japon a mis au point une gamme étendue de formules d'aide : prêts bonifiés, et quantité de formes de dons : construction d'infrastructures,

équipements, financement d'organismes internationaux et d'ONG, missions d'experts et de volontaires, formation de techniciens cambodgiens au Japon, études de projets de développement, assistance aux institutions, etc ...

Tenant compte de la situation du Cambodge, notre assistance est surtout faite de dons et d'assistance technique. Nous avons réhabilité un nombre assez important de routes, de ponts, de systèmes d'irrigation, de distribution d'eau et d'électricité, de réseaux de télécommunications; nous avons construit des hôpitaux et des centres médicaux et fourni le matériel nécessaire, et la formation du personnel.

D'autres formes de dons ont contribué à l'équilibre de la balance des paiements, à augmenter la production de nourriture, à diminuer l'effet des inondations, à promouvoir les activités culturelles, etc ...

Une autre forme d'assistance est ce que nous appelons l'aide "à la racine", à la base ("*grassroots grant assistance*") : elle consiste à financer l'activité d'ONG qui travaillent aux niveaux local et provincial.

La coopération technique consiste à répartir des experts japonais et des volontaires dans des domaines où le Cambodge en a besoin, à former des techniciens au Japon, à réaliser des études de développement.

Lorsque c'est nécessaire, l'aide financière et la construction d'infrastructures sont combinées avec la formation. Depuis 1991, plus de 1000 Cambodgiens ont reçu une formation au Japon, environ 600 techniciens et volontaires japonais ont travaillé au Cambodge, et 20 études de développement ont été réalisées.

Un nouveau type d'aide est apparu tout récemment : un prêt bonifié accordé au Cambodge pour la réhabilitation du port de Sihanoukville.

Pour que ces différents types d'aide soient utilisés et combinés avec le maximum d'efficacité, nous avons de constantes consultations avec les autorités cambodgiennes. Il appartient à l'ambassade du Japon à Phnom Penh d'assurer la coordination entre le Gouvernement Royal du Cambodge, le bureau de la JICA à

Infrastructures : projets terminés

	terminé	mio \$
Pont de Chruy Changwar	1994	23,2
Route 6A, (44,5 km)	1996	29,9
Centre de construc. routière	1995	20,1
Electricité produc. et distrib.	1996	38,5
Eau traitement et distribution	1996	26,6
Port de Phnom Penh	1996	32,6
Hopital Mère Enfant	1997	21,0
Sta. radio, sta. TV Sihanoukv.	1998	12,9
Télécom Phnom Penh	1998	30,6
Eau distribution Phnom Penh	1999	18,5
Routes 6 (28 km) et 7 (47 km)	1999	31,9
Centre anti-tuberculeux	2001	7,6

Infrastructures : projets en cours

	terminé	mio \$
Pont sur le Mékong à Kpg Cham	mars 2002	56
Electr. Chruy Ch. et Pochentong	mars 2002	28
Canaux et irrig., matériel, Kandal		9,6
RN6 Siem Reap-Roluos(17,5km)		12,0
RN 6A : 4 ponts		4,7
20 bourses étudiants		1,4
Eau : ext. centrale Phum Prek		21,0
RN 7 pont-Thnal Totoung (11km)	mars 2004	16,0

11 ans d' aide japonaise

Phnom Penh et le ministère des Affaires étrangères à Tokyo.

principes

- "notre objectif ultime est de créer les conditions permettant au Cambodge de se suffire à lui-même, c' est pourquoi nous considérons comme particulièrement importante la coopération qui contribue à la formation;

- "nous poursuivrons notre aide aussi longtemps que les autorités cambodgiennes continueront leurs efforts pour le développement du pays, en réalisant les réformes avec vigueur, et selon les principes d' une bonne gouvernance.

"La réalisation d' une bonne gouver-

nance est l' élément-clé dont dépend le développement du pays.

"La charte de l' ODA, adoptée par le gouvernement japonais en 1992, stipule qu' *"une attention toute particulière devra être portée aux efforts menés par le pays aidé pour promouvoir la démocratie et l' économie de marché, ainsi que le respect des droits de l' Homme et de la liberté"*.

"Une situation qui ne correspondrait pas à ces principes rendrait notre assistance difficile. J' espère fortement que le Cambodge poursuivra et augmentera ses efforts au cours des années qui viennent". (1)

(1) d' après un exposé de l' Ambassadeur du Japon Gotaro Ogawa au CDRI le 23 mai 2001, trad. C.n.

Le Japon, premier donateur

L' assistance financière du Japon au Cambodge (aide bilatérale) atteint, pour les onze années 1991 à 2001, environ 770 millions de dollars, en plus de différentes formes d' assistance technique. Le Japon a été ainsi depuis 11 ans le premier pays donateur du Cambodge. Sa part dans l' assistance totale a été comprise, selon les années, entre 25 % et 45 % du total de l' aide reçue par le Cambodge.

Le montant de l' aide japonaise promise au CG de Paris en 2000 a été de 138 millions sur 548 (26 %). Au CG de Tokyo des 12-14 juin 2001, le Japon s' est engagé à hauteur de 118 mio sur un total de 560 (22%).

Dons autres qu' à l' infrastructure

Équipement médical (5,5 + 1); aide à l' UNICEF (3,2); équipement déminage (7 mio); accroissement de la production agricole (26,8); assistance aux victimes des inondations (54 mio); activités culturelles (1,9); aide alimentaire (65,6); aide non liée (denrées) : 110,7 mio;

"grassroots " projects

Indépendamment des dons pour la reconstruction des infrastructures (tableaux p. 4) et pour divers autres projets plus conjoncturels (ci-dessus), l' assistance japonaise comporte des aides "à la base", "grassroots projects", c' est à dire le financement de petits projet concernant le plus souvent la province, d' un montant de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de dollars.

Pour les 11 années 1991 - 2001, le montant total de cette aide a atteint 10,12 millions de dollars, répartis en 183 projets.

Il s' agit le plus souvent de la construction d' écoles primaires, d' équipements pour la santé, de petits projets ponctuels.

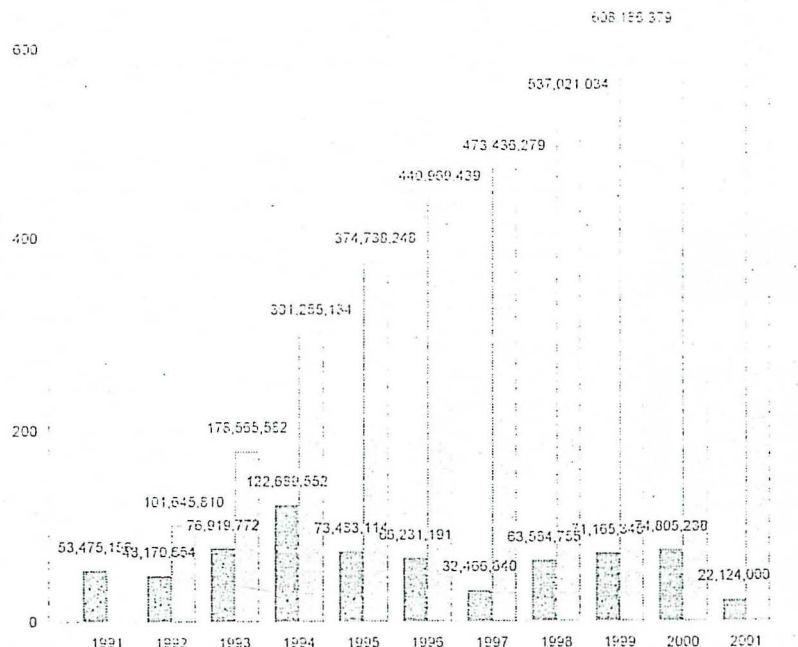
Prêt pour le port de Sihanoukville

En 1999 pour la première fois depuis 30 ans le Japon a consenti au Royaume du Cambodge un prêt, de \$ 39 mio, pour construire un port à cotrainers à Sihanoukville (cn 117)

l' assistance du Japon en dons

évolution 1991 - 2001 et cumul

(millions de dollars, années fiscales avril - mars)



COMIN KHMERE

Design · Supply - Installation · Maintenance



air conditioning



refrigeration



generator



electrical



power & water meter



measurement automation



valves



water, wastewater treatment

N°48 Street 214 · Tel: 023 426 056, 212 514, 217 003 · Fax: 023 426 622 · E-Mail: ckadmin@comin.com.kh

ck

Pourquoi les inondations de 2000 ?

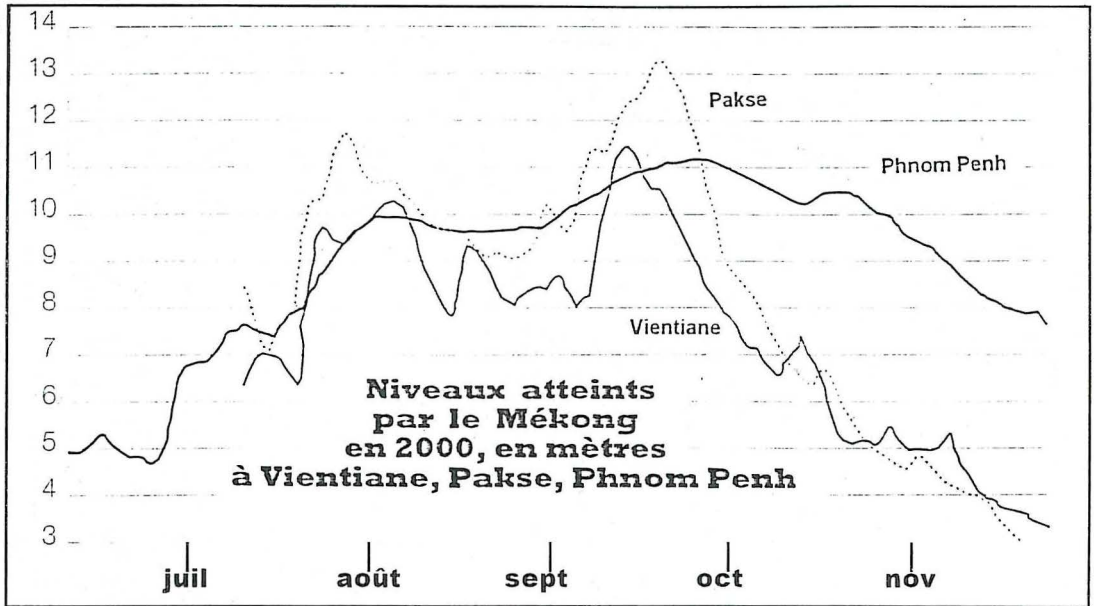
La réponse se trouve dans le rapport annuel de la Commission du Mékong. Elle n'est pas qu'il a simplement plu beaucoup plus que d'habitude sur le Bassin du Mékong. Les pluies ont commencé deux mois plus tôt que d'habitude et ont duré plus longtemps, mais la quantité d'eau totale n'a pas été très différente. Plusieurs phénomènes ont joué :

- on observe que le niveau de l'eau est beaucoup plus sensible aux variations que par le passé : il monte plus vite lorsqu'il pleut beaucoup, il descend plus bas en saison sèche. Cela sans doute à cause des changements intervenus dans l'utilisation du sol et de la couverture végétale (déforestation ?). L'eau du Tonlé Sap est aussi plus chargée en sédiments et peut-être s'évacue moins bien.

- d'autre part, l'évacuation normale des eaux vers l'aval et la mer a été entravée : par une série de typhons en Mer de Chine du sud, qui ont poussé l'eau de la mer vers l'intérieur; et peut-être aussi par l'effet des travaux d'infrastructures (routes, ca-naux) et d'urbanisation réalisés depuis une décen-

nie qui ont restreint les voies d'évacuation.

La décharge des eaux vers l'aval ne s'est ainsi produite que lentement; les pluies prolongées sur des surfaces saturées sont restées des semaines hors du lit des fleuves et cours d'eau. ■



La Force Tranquille.

Anthony Alderson Manager du F.C.C.C.
Est assuré chez Indochine.

Indochine assure des milliers d'immeubles et d'entreprises depuis 1994. Anthony Alderson du FCCC s'est félicité de sa couverture lorsqu'il en a eu besoin. Son dossier d'indemnisation fait partie de la centaine de sinistres traités par Indochine Insurance à ce jour.

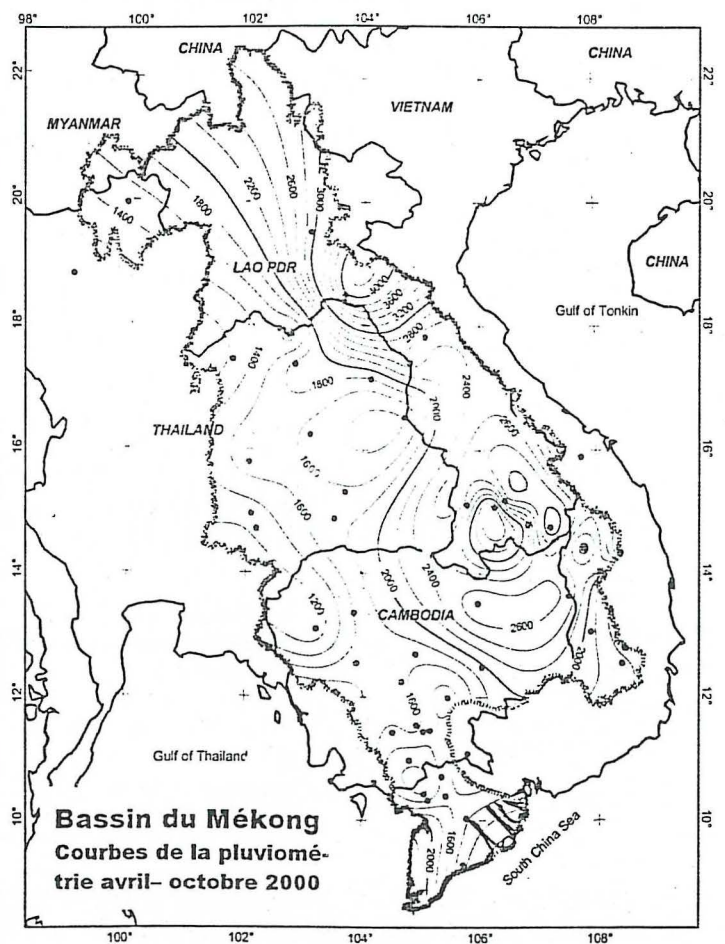
Les garanties offertes couvrent l'incendie, le vol, l'inondation, la perte d'exploitation ou de loyers... Les polices sont réassurées par Swiss Re, le deuxième réassureur au Monde par la taille.

Le "mieux" n'est pas nécessairement plus cher, vous pouvez le vérifier d'un simple click sur l'internet à www.indochine.net.

No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net

INDOCHINE INSURANCE
Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net



inondations 2000

Rôle de la Commission du Mékong

Seul organisme régional mandaté par les quatre pays membres pour agir sur les questions touchant l'eau, la Commission du Mékong peut agir pour diminuer les effets désastreux des inondations, notamment en informant sur les conséquences négatives des changements qui interviennent dans l'utilisation des sols. La Commission a entrepris l'amélioration du repérage des crues et des études météorologiques, de l'échange des informations entre les pays membres, la création de partenariats avec la Croix Rouge, le PNUD, l'Organisation mondiale de la météorologie.

On peut rappeler que l'Accord de Coopération pour le Développement durable du Bassin du Mékong signé en avril 1995 par les

quatre pays membres a établi les règles que les pays signataires s'engagent à respecter "en vue d'assurer à long terme le développement, l'utilisation, la conservation, et la gestion des eaux du bassin du Mékong".

Les signataires s'engagent à coopérer pour optimiser les nombreuses utilisations de l'eau pour le bénéfice des populations riveraines, et pour diminuer autant que possible les effets nocifs qui pourraient en résulter.

En particulier, "les parties sont d'accord pour protéger l'environnement, les ressources naturelles, la vie aquatique, l'équilibre écologique du Bassin du Mékong des pollutions et autres effets négatifs pouvant être causés par les projets de développement et l'utilisation des eaux".

Le coût des inondations de 2000

Cambodge

nombre de personnes affectées	3,5 millions
nombre de sans abri	près de 500 000
nombre de décès recensés	347
coût approximatif	145 millions de \$

Laos

coût des récoltes perdues	20 millions \$
---------------------------	----------------

Vietnam

nombre de personnes affectées	5 millions
nombre de sans abri	centaines de milliers
nombre de décès recensés	448
coût approximatif	plus de 285 mio de \$

Thaïlande

coût des tempêtes tropicales	21 millions de \$
------------------------------	-------------------

DOUANES

(suite)

comme il est demandé aux douanes. Le niveau de vie des Cambodgiens reste très faible, surtout dans les campagnes : ils consomment peu, ils font des économies sur les carburants, et les importations augmentent peu.

Attention au transit

A la Direction des Douanes, on ne dit rien des marchandises qui passent illégalement en transit. Officiellement il n'existe pas. Mais c'est un phénomène bien connu, dont on peut constater l'ampleur aux frontières.

Si l'on appliquait rigoureusement la loi, si on imposait comme ils devraient l'être tous les produits qui transitent pas le Cambodge, produits électroniques, whiskies, cigarettes, cycles usagés, même sucre, ... les 5000 t de vêtements usagés qui sont importés et réexportés chaque mois, si on tarissait ce transit, on pourrait perdre 30 % de recettes ...

DOUANES

(suite de la page 3)

Les exemptions rdées par la douane par délégation du ministère des Finances sont de 5 à 10 % du total.

Pour le premier trimestre 2001, les exemptions, 215,4 milliards de riels au total, ont été réparties ainsi :

Exemptions premier trimestre 2001.

ONG	3,0
Ambassades	2,9
Confection	158,3
autres investisseurs	6,0
exportations	0,6
dons étrangers	18,8
Import. Temporaires	17,6
personnalités privilégiées	8,3
Total	215,4 milliards

Pour les 164 milliards de recettes calculées pour avril 2001, on remarque que seulement 50 milliards, nettement moins de la moitié, font l'objet de PSI (*pre-shipping inspections*). C'est l'effet du nouvel accord sur les PSI passé entre le gouvernement et la société SGS.

Les effets de la globalisation

Les conséquences des engagements pris par le Cambodge dans le cadre de l'AFTA, réduire les droits de douane à 0 à 5 % dans les 5 à 10 années à venir, ne seront nullement désastreuses. Ces réductions ne toucheront que les importations des produits en provenance de l'ASEAN, soit 40 % du total. 60 % des importations ne seront pas concernées. D'autre part, les autres recettes, taxes spéciales, TVA, ... Ne seront pas touchées.

Ce sont environ 20 % du total des recettes qui risquent d'être perdues, si on ne réagit pas. Mais la réaction sera de compenser cette perte par une **augmentation des taxes spéciales**. Ces taxes touchent des produits de luxe, voitures, alcools, whiskies, cigares, ... que nous ne produisons pas. On ne nuira donc pas à des entreprises locales. Pour les produits que nous fabriquons, bière, alcools locaux, nous ne compenserons pas, pour ne pas leur nuire. On ne touchera pas aux carburants, ni aux produits de grande consommation de façon à ne pas augmenter le coût de la vie pour la population.

Restructuration du tarif douanier

A partir du 1er juillet 2001 une restructuration des taux va intervenir. Elle concerne d'abord les **droits de douane**. Aux 12 taux existants, qui s'échelonnaient de 0 à 120 %, vont être substitués **4 taux seulement : 0%, 10%, 20% et 30%**.

Pour les **taxes spéciales**, elles vont passer de 4 taux (0%, 10%, 20%, 30%, à **10 taux**, s'échelonnant de 0 % à 110 %.

Pour les **droits d'accise**, les **taux passent de 5 à 4**, ils restent inchangés, sauf la suppression du taux de 20%.

Les principes qui ont inspiré cette restructuration : - augmenter un peu les recettes, en taxant davantage les produits de luxe, pour lesquels les taux iront jusqu'à 110 %; - mais sans nuire aux entreprises locales.

2001 quelles recettes ?

Quoiqu'il en soit, il semble presque impossible d'augmenter de 15 % les recettes en 2001, à 935 milliards de riels

(suite ci-contre)



MEDIAS

Pauvreté toujours

La croissance de 5 % du PNB en 2000 n'a pas de signification, a dit Sam Rainsy, chef de l'opposition, sur *Radio Free Asia*, parce ce qu'il s'agit d'une moyenne, la croissance ne profite qu'à une poignée de gens corrompus, dont les revenus ont doublé ou triplé chaque année. Pour la majorité des gens, qui sont pauvres, leurs revenus n'ont pas augmenté, ils sont restés les mêmes ou ont diminué. C'est pourquoi les bailleurs de fonds doivent surveiller de plus près ce que fait le gouvernement.

Le président de l'Association des Enseignants indépendants de son côté, M. Rong Chhon, a rappelé qu'en moyenne un fonctionnaire ne gagne pas plus de 20 dollars par mois, alors que le minimum serait de 100 dollars. Les bailleurs de fonds devraient consacrer des millions de dollars à lutter contre la corruption et à augmenter les salaires des fonctionnaires.

[d'après *Moneaksekar Khmer* 13.6., trad. *The Mirror*].

Chine-Cambodge: des routes

Entre le président du Congrès

du Peuple chinois Li Peng et le Premier ministre Hun Sen, le 19 mai, il n'a pas été question du procès des k.r., les discussions ont porté sur l'assistance de la Chine, en particulier la réhabilitation de la route Kratie - Stung Treng - frontière du Laos, 198 km qui coûtera environ 48 millions de dollars. Le Cambodge souhaite un don, ou bien une partie en don, une partie en prêt sans intérêt.

En 2002 la Cambodge sera le pays hôte du "sommet" de l'ASEAN, et de l'"ASEAN + 3" (Asie de l'Est), avec la présence des Premiers ministres de la Chine et du Japon et du président de la Corée du Sud.

Le Premier ministre de la Chine pourrait visiter le Cambodge au cours de 2002.

[d'après *Rasmei Kampuchea* 21-22.5, trad. *The Mirror*].

Procès: rivalité-Chine USA

Selon Youk Chang, directeur du Centre de documentation sur le Cambodge, les Chinois s'efforcent d'empêcher le procès d'avoir lieu pour montrer leur puissance et leur influence; ils se sentent un peu propriétaires du Cambodge, et arrêter le procès est un moyen d'en faire la

démonstration.

Pourtant Hun Sen prévoit que le procès commencera avant la fin de l'année. Le Cambodge semble condamné à marcher avec l'occident. Les pays développés fournissent environ 500 millions de dollars par an au Cambodge, soit la moitié de son budget; et les exportations de produits textiles aux Etats-Unis représentent 90 % de ses exportations. Mais si l'occident gagne ce round, la Chine aura l'occasion de refaire son retard. Son aide reste faible en comparaison de celle de l'occident : 40 millions de dollars depuis 1997, dont 3 millions d'assistance militaire, et 200 millions de crédit commercial. Mais, passant par de hauts dirigeants et de puissants hommes d'affaires, cette aide donne à la Chine plus d'influence que celle qui passe par les institutions financières et les ONG.

En faveur de cette influence jouent encore les 10 000 Chinois actifs au Cambodge, les 4 journaux, les 74 écoles, la facile pénétration de la culture chinoise.

Une aide chinoise récemment décidée : un chantier de réparations et de construction de bateaux de pêche à Ream. Le port de Sihanoukville ne serait-il pas pour la Chine une excellente base navale sur le Golfe de Siam ?

[d'après *Nayan Chanda Far Eastern Economic Review* 24.5]

Vietnam : retour du FMI

Très forte diminution des échanges extérieurs du Vietnam au premier trimestre, sans doute dans l'attente de la ratification de l'accord commercial avec les Etats-Unis.

Cependant la croissance devrait atteindre 5 % cette année selon les observateurs indépendants (objectif officiel 7,5 %). Les exportations hors pétrole ont augmenté de 16 % au premier trimestre; les investissements étrangers directs ont été en très forte progression, avec 273 millions de dollars, sur le premier trimestre 2000 (+ 78 %). Grâce à 3 projets signés fin 2000 (gazoduc de Nam Con Son, et deux projets d'équipement électrique), les investissements devraient atteindre 2,5 milliards de dollars d'ici 2003.

Le FMI a repris ses prêts après une interruption de 5 ans : une première tranche de 53 millions de dollars. Le programme du FMI, 368 millions sur 3 ans, comporte la recapitalisation des 4 principales banques d'Etat sous condition d'une meilleure transparence, de plus de rigueur, d'arrêt des prêts aux sociétés d'Etat corrompues et mal gérées. 200 entreprises d'Etat seront soumises à des audits.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 31 mai].

CAMBODGE NOUVEAU
Ng le copiez pas
eitgz - lg!

Prends garde à toi.

Carolyne Touret Propriétaire du restaurant Le Bistro
Assure sa santé chez Indochine Insurance.

On ne joue pas avec sa santé, et Carolyne Touret assure la sienne chez Indochine Insurance, agent officiel auprès de quatre prestataires majeurs: Goodhealth, William Russell, Journeyman et Expacare.

Parmi une large palette de garanties et d'options, vous pouvez choisir celles qui conviennent à votre budget ainsi qu'à votre personnalité. Certains programmes offrent même la possibilité de payer par mensualités afin d'étaler la charge de l'assurance.

Pour votre tranquillité d'esprit, tous les programmes vendus par Indochine Insurance incorporent la garantie d'évacuation sanitaire dans le cas où vous ne pourriez être convenablement traités au Cambodge.

Pour plus de détails, contactez nous à www.indochine.net



No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net

indochine
INSURANCE
Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net

Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg_distri@bigpond.com.kh



CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Pages CFC Mathieu Lélou
Photos Philippe Bataillard
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh